Yiddish et “rue juive” communiste à Bruxelles au lendemain de la guerre (1944-1955)

Arnaud Bozzini

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cmc/725>

DOI : 10.4000/cmc.725

ISSN : 2684-3080

Éditeur

Fondation de la Mémoire Contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2008

Pagination : 193-217

ISSN : 1377-1256

Référence électronique

Arnaud Bozzini, « Yiddish et “rue juive” communiste à Bruxelles au lendemain de la guerre (1944-1955) », *Les Cahiers de la Mémoire Contemporaine* [En ligne], 8 | 2008, mis en ligne le 01 février 2020, consulté le 15 novembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cmc/725> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cmc.725>

Yiddish et “rue juive” communiste à Bruxelles au lendemain de la guerre (1944-1955)

Arnaud Bozzini

Au cours de la décennie qui suit la Libération, les Juifs communistes doivent faire face à un tiraillement identitaire entre leur immersion dans la modernité issue de leur choix idéologique et leur ancrage dans un milieu juif (la “rue juive”) auquel ils ne peuvent ni ne souhaitent se soustraire. En effet, face à un Parti communiste de Belgique (PCB) qui n’envisage la “question juive” qu’en termes d’assimilation, l’exaltation d’une *yiddish-kayt*, d’une judéité assumée et revendiquée, est loin de convenir au Parti, qui y voit un repli identitaire peu compatible avec l’idéal universaliste et égalitaire de la doctrine communiste.

Dans la dégradation des rapports entre le PCB et les militants ou sympathisants juifs communistes issue de ce tiraillement, le yiddish va tenir un rôle significatif. En effet, au sortir de la guerre, le yiddish ne répond pas uniquement à une demande en matière de sociabilité, il est aussi une réaffirmation culturelle. Pour une génération issue du *yiddishland*, s’exprimer et écrire dans cette langue qui à nouveau « s’introduit dans le foyer et rappelle que le sinistre cauchemar est terminé », est une manière d’exister en tant que Juif, en marquant notamment une manière de revanche sur le nazisme¹. Interroger l’emploi et l’usage du yiddish à Bruxelles au lendemain de la Libération comme vecteur d’identité et d’appartenance chez les Juifs communistes est l’objectif de cet article.

Dès la Libération, l’usage et l’emploi du yiddish comme facteur de cohésion communautaire transcende les clivages politiques, de manière assez inhabituelle dans une période où ces clivages structurent une grande partie de la vie sociale et politique. De plus, dans un milieu marxiste et internationaliste exalté, encadré par des instances dirigeantes du Parti qui poussent à l’assimilation, cette volonté de concilier communisme et judéité portée et revendiquée par un courant de la gauche juive et communiste

* Cet article n’aurait pu être écrit sans le considérable travail de traduction réalisé par Jo Szyster. Qu’il en soit ici vivement remercié.

¹ « A l’école complémentaire », dans *Unzer Kamf*, 24.3.1945, n° 31, p. 3.

a de quoi étonner. D'autant qu'elle est très vite mal perçue par le PCB, réfractaire à tout ce qu'il assimile à un repli communautaire.

Dans la "rue juive", le yiddish est bien un marqueur de différenciation. Les Juifs communistes l'ont bien compris, mais développent rapidement leur perspective politique spécifique quant à la nature même de cette différenciation. Ils opposent ainsi – pour reprendre la terminologie de l'époque – les "masses juives" yiddishophones à un *establishment* israélite francophone qui ne daigne pas parler la langue du peuple. La langue yiddish est celle du plus grand nombre, l'idiome de ceux qui n'ont pas pactisé avec l'occupant et qui sont tombés pour le pays. Ne les voit-on pas s'insurger de voir données uniquement en français par le rabbin Salomon Ullmann des explications sur les activités de l'Association des Juifs en Belgique (AJB), l'organisme créé sur injonction allemande² ? Ne déplorent-ils pas que l'annonce d'un rassemblement des anciens internés de Malines soit uniquement passée dans *Le Soir* et ignore la presse yiddish³ ? Les communistes y voient, dans le chef de l'*establishment* israélite, la volonté de soustraire une information à la connaissance du grand nombre. Au lendemain de la guerre, le yiddish demeure la langue véhiculaire d'une grande partie de la communauté juive, notamment parmi les "masses juives", celles dont précisément l'idéal communiste est censé défendre les intérêts et promouvoir l'émancipation.

Dans la "rue juive" communiste bruxelloise, au-delà de son aspect purement fonctionnel, quelle utilisation est-il fait du yiddish dans les premières années d'après-guerre ? Quelle fonction remplit-il ? À quelle demande sociale répond-il ? Quelles sont les conditions sociales de production et de réception du yiddish ? La production en yiddish est-elle un enjeu de l'après-guerre dans la "rue juive" communiste bruxelloise ?

Jusqu'à présent trop peu exploitée, la presse juive communiste en yiddish est une source essentielle pour saisir la trajectoire sociopolitique des Juifs communistes à Bruxelles au sortir de la guerre. Elle corrobore non seulement des pistes évoquées et offre des éclairages nouveaux sur la "rue

² « Le rabbin Ullman kashérise l'AJB », dans *Unzer Kamf*, 10.3.1945, n° 29, p. 1. L'Association des Juifs en Belgique (AJB) est l'organisme créé en décembre 1941 par l'occupant nazi, dont il est l'interlocuteur, afin de rassembler les Juifs dans une institution obligatoire chargée d'organiser l'enseignement et l'aide sociale, et d'assurer la distribution des convocations pour la "mise au travail à l'Est" à partir de l'été 1942.

³ « Les anciens internés de Malines », dans *Unzer Kamf*, 2.12.1944, n° 15, p. 7.

juive” communiste mais expose également des éléments de cette identité reniée, déniée, négociée. *Unzer Kamf* (Notre combat), *Solidaritet* (Solidarité) et *Lebn un Sholem* (Vie et Paix) ne sont pas seulement des bulletins d’information, reflets de la vie communautaire ; ces publications font écho aux préoccupations et stimulent les aspirations d’une certaine “rue juive” bruxelloise. Durant près de dix ans, de l’automne 1944 au mois de février 1955, sous des formats divers et avec des titres changeant au gré des aléas politiques et financiers, une presse en yiddish d’obédience communiste s’adressant, selon la terminologie des rédacteurs, aux « masses juives » est distribuée dans la capitale belge. Cette presse de substitution ou d’appoint à l’attention de Juifs immigrés d’Europe orientale qui ignorent la langue du pays d’accueil est animée par des militants juifs communistes⁴. Elle porte les attentes sociales et les espoirs « de lendemains qui chantent » de ses rédacteurs et lecteurs.

Proches du PCB, les animateurs de ces journaux sont bien souvent des cadres de Solidarité juive. On se doit, pour la clarté du propos qui suit, de rappeler brièvement ce que fut cette organisation. Solidarité juive voit le jour à l’automne 1939. Le pacte germano-soviétique ayant mis un terme aux vicissitudes du Front populaire (qui agitent la gauche belge depuis le milieu des années 30), on assiste à un repli de la famille communiste sur elle-même. Cette situation entraîne un nouvel isolement des militants juifs. Dès lors, des anciens des *Patronatn* (associations de communistes étrangers regroupés par lieu d’origine) et du Comité juif pour l’Espagne vont mettre en place, en conformité avec les directives du PCB, une structure qui cherche à répondre aux exigences créées par la dégradation de la situation politique européenne. La naissance de Solidarité juive répond à cet isolement. Il s’agit d’un organisme de soutien aux militants et sympathisants juifs communistes en Belgique qui se veut être une structure d’accueil pour les réfugiés qui fuient l’Allemagne nazie. Au lendemain de la capitulation de mai 1940, avec les premières ordonnances antijuives, l’organisation passe dans la clandestinité. Certains de ses membres participeront activement, au sein du Front de l’Indépendance, à la création et à l’animation du Comité de Défense des Juifs (CDJ). En septembre 1944, la Belgique est libérée. La communauté juive est exsangue et, d’emblée, la question de la reconstruction se pose avec d’autant plus d’acuité que les

⁴ M. Krajzman, *La presse juive en Belgique et aux Pays-Bas. Histoire et analyse quantitative de contenu*, Bruxelles, CNHEJ, 1975, p. 53.

structures d'avant-guerre ont disparu ou ont été transférées à l'étranger dès le printemps 1940. Fidèle aux objectifs qu'elle s'est fixés au cours des années d'occupation, Solidarité juive entame dès septembre 1944 un travail de reconstruction de la vie et de la sociabilité juives⁵. Cette organisation d'entraide met en place, dès la Libération, des infrastructures qui assurent un travail d'accompagnement social, culturel et pédagogique. Mais Solidarité juive n'est pas seulement un mouvement engagé dans la reconstruction de la vie juive, elle est aussi et avant tout la "section juive" du PCB⁶. À l'automne 1944, dans Bruxelles libérée, les militants juifs communistes occupent une place significative dans la "rue juive". L'empathie qu'ils s'attirent du fait de leur rôle pendant l'Occupation et le crédit dont bénéficient le PCB et l'Union soviétique leur permettent, au sortir de l'Occupation, de peser sur les enjeux et les espoirs de l'immédiat après-guerre et de participer pleinement au redressement de la collectivité juive bruxelloise.

À travers les pratiques culturelles les plus courantes d'une langue, à savoir la presse mais également les activités culturelles et pédagogico-éducatives, autres aspects relevant de l'emploi de cette langue, nous souhaitons analyser ce qui se joue pour les Juifs communistes. En effet, dans un milieu poussé par la direction du PCB à intégrer la rue belge, le yiddish constitue-t-il un élément relevant de l'identité juive de gauche ?⁷ Dans quelle mesure le yiddish n'est-il pas une ligne de partage qui déterminera la trajectoire et les engagements ultérieurement, à l'intérieur ou à l'extérieur du parti, de militants désabusés par la gestion catastrophique de la "question juive" par le PCB ?

⁵ Voir R. Van Doorslaer, *Enfants du ghetto. Les juifs révolutionnaires en Belgique (1925-1940)*, Bruxelles, 1997, p. 208.

⁶ À cet égard, il est révélateur de consulter l'organigramme de Solidarité juive pour cette période et d'y constater que la plupart des responsables du comité, dans les sections locales et dans les commissions, sont membres du PCB. Centre des Archives communistes en Belgique (CARCOB), CCP/N°010, dossier V, « Organigramme de Solidarité Juive », s.d., dossier juif : affaires juives (CCC septembre à octobre 1947).

⁷ A. Bozzini, « De l'engouement à la rupture. Les Juifs communistes à Bruxelles et le PCB (1944-1956) », dans *Les Cahiers de la Mémoire contemporaine*, n° 7, 2006-2007, pp. 131-158.

Une presse engagée, un discours pour les « masses » : *Unzer Kamf* et *Solidaritet*

D'abord diffusé clandestinement sous forme de tracts durant l'Occupation, *Unzer Kamf* se fait, dès septembre 1944, le porte-voix du milieu juif progressiste. Alors que cette feuille au titre si révélateur appelait la population juive, au temps de la persécution, à s'organiser et à résister à l'ennemi, le propos à la Libération est résolument tourné vers l'avenir et la reconstruction⁸. Réalisé avec de petits moyens, *Unzer Kamf*, feuilles stencils recto-verso de huit pages quasi hebdomadaires, se donne pour mission « l'anéantissement total du fascisme, nettoyer la "rue juive" de tous les traîtres et collaborateurs et la reconstruction de la communauté juive en ruines »⁹. Bien qu'il ne se présente pas comme tel, il est de fait le journal de Solidarité juive. Des rédacteurs aux nombreux articles sur les services sociaux mis en place par le mouvement en passant par les appels à soutenir l'action entreprise, les colonnes d'*Unzer Kamf* sont incontestablement celles de Solidarité juive.

Lorsqu'en septembre 1944, dans l'euphorie de la Libération, *Unzer Kamf* paraît avec la mention « publication du Parti communiste (Fédération bruxelloise) », le ton est donné. L'apolitisme de façade que le journal appelle de ses vœux au nom de l'unité nécessaire à une collectivité juive en reconstruction cache mal la radicalité du propos. Durant sept mois, de septembre 1944 à mars 1945, *Unzer Kamf* se fait donc, dans les premières semaines de la Libération, la tribune d'un milieu progressiste juif qui cristallise les revendications et les aspirations de l'immédiat après-guerre. Organe de presse des Juifs communistes, pleinement engagés dans la reconstruction du pays en général et de la communauté juive en particulier, ses articles illustrent les enjeux de l'après-guerre. Organe de presse yiddish du Front de l'Indépendance (FI) et du PCB, *Unzer Kamf* est également une tribune pour la résistance juive communiste¹⁰. Il informe son lectorat du combat mené par le PCB et le FI¹¹. Si Solidarité juive est une "organisation de masse juive", elle est également – et peut-être avant tout, au

⁸ Ce titre s'impose à l'évidence comme une réponse au *Mein Kampf* d'A. Hitler.

⁹ « Nos vœux de Nouvel an », dans *Unzer Kamf*, 30.12.1944, n° 19, p. 3.

¹⁰ Le Front de l'Indépendance est une organisation de résistance créée en mars 1941, dont l'objectif est de réunir les résistants de toutes opinions et tendances sous l'égide des communistes.

¹¹ « Les masses populaires exigent... », dans *Unzer Kamf*, 28.11.1944, n° 10, p. 5.

sortir de la guerre – une organisation de résistance communiste. À travers sa presse, elle relaye les espoirs démocratiques et sociaux nés durant l'Occupation.

Sur 260 articles répertoriés dans *Unzer Kamf*, 61 sont consacrés à la reconstruction (détresse matérielle et morale, avenir de l'enfance juive, réinsertion professionnelle...), 39 à la Résistance et à l'héroïsme des Partisans armés, 37 à la persécution et déportation, 34 au communisme, à l'URSS et aux victoires de l'Armée rouge¹². L'actualité politique du pays – particulièrement la place que devraient occuper les forces de la Résistance – et le combat syndical à travers le soutien au Comité de Lutte syndicale, y occupent également une place de premier ordre (26 articles)¹³. Dans l'agitation des premiers mois de la Libération, alors que la Belgique d'après-guerre se dessine, le journal dénonce l'immobilisme et la mainmise des conservateurs et de la "réaction" sur le gouvernement ainsi que les agissements de la "5^e colonne". Au nom des persécutions dont a été victime la communauté juive mais surtout suite au rôle joué par les Juifs de Belgique dans la lutte contre l'occupant, Solidarité juive énonce par le biais de sa presse des exigences à l'égard des pouvoirs publics¹⁴. Pour la communauté juive – dans sa très large majorité composée d'étrangers yiddishophones –, la libération de la Belgique doit s'accompagner d'une reconnaissance du droit de vivre librement dans une « Belgique démocratique [et] libre » qui assure la justice sociale « aux travailleurs et aux gens du peuple » et l'élimination de toute forme de haine raciale¹⁵. *Unzer Kamf* en appelle donc à la compréhension des autorités gouvernementales et administratives belges¹⁶, qui doit leur assurer « l'égalité des droits [...] exactement comme pour les autres citoyens du pays »¹⁷.

Par son engagement dans la reconstruction et son activisme politique, *Unzer Kamf* se veut tout autant la vitrine des activités du mouvement (colonies de vacances, activités culturelles, école complémentaire de yiddish, programmation culturelle et festive...) qu'un journal d'information

¹² Les articles répertoriés ont été classés par sujets sur base de leurs titre et manchette.

¹³ Créé en octobre 1944, ce syndicat traduit la volonté du PCB, au lendemain de l'occupation, d'exister sur le plan syndical classique.

¹⁴ « Pour une Belgique démocratique », dans *Unzer Kamf*, septembre 1944, n° 6, p. 1.

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ « La population juive rend hommage aux partisans juifs tombés », dans *Unzer Kamf*, 23.3.1945, n° 31, p. 7.

¹⁷ « Milices patriotiques du Front de l'indépendance (CDJ) », dans *Unzer Kamf*, 1.11.1944, n° 7, p. 4.

sur l'actualité politique. Il affiche clairement son soutien inconditionnel au combat du PCB et aux réalisations du socialisme en Union soviétique¹⁸. La traduction ou le résumé d'articles du *Drapeau rouge*, organe de presse officiel du PCB, ou de quotidiens soviétiques manifeste, s'il en était encore besoin, ce lien organique. Par le propos, la mention en sous-titre et les appels constants à adhérer au PCB, *Unzer Kamf* est un journal d'obédience communiste. Cependant, dès la fin novembre 1944, après huit publications légales seulement, la mention disparaît. Alors que les dirigeants de Solidarité juive, afin d'assurer la reconstruction, en appellent au nom de l'unité à dépasser les engagements partisans, la référence n'est peut-être plus de bon ton en termes de stratégie. S'agit-il d'une mesure de précaution visant à protéger un journal produit et destiné à des immigrés à qui la législation belge en vigueur interdit toute activité politique ? Souhaite-t-on, en ne cataloguant pas aussi explicitement le journal, accroître sa diffusion ?

En mars 1945, *Unzer Kamf*, sans explication aucune et alors qu'il dressait dans ses colonnes un bilan plutôt positif de son action, cesse de paraître.

De juillet 1945 à octobre 1946, *Solidaritet* prend la relève. La diffusion de ce journal de quatre pages est d'emblée irrégulière. Sans référence directe au PCB, cet organe d'information et de propagande se présente comme le « bulletin périodique » de Solidarité juive – ce que n'était pas, si ce n'est dans les faits, *Unzer Kamf*. Le responsable en est Jacob Gutfraynd¹⁹. Né en Pologne en 1909, Gutfraynd avait immigré en Belgique, puis en France à la fin des années 30. Revenu à Bruxelles, il avait, sous le nom d'« Albin », participé à l'organisation du premier groupe de partisans juifs avant de devenir commandant de la Première Compagnie juive du Corps mobile de Bruxelles des Partisans armés. Membre du PCB, il est actif à Solidarité juive (après son exclusion du PCB, il retournera en Pologne en 1952. Déçu de cette confrontation avec le « socialisme réel », il émigrera en Israël en 1957. Il décède en 1991.). On retrouve dans *Solidaritet* les signatures les plus productives d'*Unzer Kamf*, mais on compte éga-

¹⁸ « L'Union soviétique notre espoir », dans *Unzer Kamf*, 11.11.1944, n° 12, p. 1.

¹⁹ « Assemblée générale des Solidarité juive », dans *Solidaritet*, 7.12.1945, n° 9, p. 4. Sur J. Gutfraynd, voir J.-Ph. Schreiber, *Dictionnaire biographique des Juifs de Belgique*, Bruxelles, 2002, p. 150.

lement de nouveaux contributeurs²⁰. Cette nouvelle publication a pour objectif de « fournir au plus grand nombre un rapport précis du travail de Solidarité juive », de la cantine populaire aux colonies de vacances en passant par le service juridique et les conférences²¹. Suite à la définition d'objectifs clairs pour répondre à la situation, *Solidaritet* est une vitrine pour le processus de reconstruction sociale et morale d'une collectivité juive bruxelloise qui aspire à un retour à la normale.

Dans *Solidaritet*, sur 187 articles dénombrés, 61 traitent de la reconstruction, 28 de la *yiddishkayt*, 26 de l'enfance, 20 de la Résistance et 15 de la persécution et de la déportation. Alors que le thème de la Résistance demeure omniprésent, des sujets centraux d'*Unzer Kamf*, tel le contexte politique belge ou le communisme, sont quasi absents. Si *Unzer Kamf* est un journal procommuniste et prosoviétique qui ne s'en cache pas, *Solidaritet* semble davantage un bulletin d'information communautaire au ton progressiste affirmé. L'actualité politique ou syndicale belge ne fait plus les premières de couvertures. Sans pour autant renoncer à leurs revendications et aspirations, celles-ci, dans un souci éminemment stratégique, sont exprimées sur un ton plus posé. En pleine recomposition d'un paysage juif bruxellois diversifié et dans une société belge qui fait de l'anticommunisme un de ses chevaux de bataille, l'hypothèse de Juifs communistes souhaitant maintenir le capital acquis durant l'Occupation en faisant profil bas n'est pas à négliger.

L'avenir de l'enfance et de l'adolescence juives ainsi que la culture juive, priorités de Solidarité juive, sont au centre des débats de la rédaction. Ce bulletin paraît durant une période où, dans le contexte de la reconstruction et face aux oppositions entre les diverses tendances de la judéité bruxelloise, les militants juifs communistes s'interrogent en yiddish sur leur identité. À la Libération, dans le milieu juif progressiste, on est attentif à accompagner la réinsertion sociale d'une dimension culturelle. Il s'agit de la « poursuite de cette indispensable tâche consacrée à l'enfant juif en général et à la culture yiddish en particulier »²². L'entreprise de destruction du peuple juif par les nazis s'est également attaquée à leur héritage culturel, il est dès lors impératif de reconstruire

²⁰ Les premières sont celles de Boris Szyster, Richard Wolman, Pierre Broder, Jeanne Mailer, Jacob Gutfraynd, Marie Finger, Edgar Herman, Gitlea Sosman. Les nouveaux venus sont généralement les auteurs d'un article sur tous ceux parus dans les 21 numéros que compte *Solidaritet*.

²¹ « Sol », dans *Solidaritet*, 15.7.1945, n° 1, p. 1.

²² « Pour la fin de l'année scolaire », dans *Solidaritet*, 27.7.1946, n° 19, p. 5.

une nouvelle culture juive qui traduit les aspirations démocratiques et sociales que les Juifs communistes placent dans la société à laquelle la Libération devrait donner le jour²³.

Dans un milieu où l'engagement militant ne peut se concevoir sans exigences intellectuelles, la promotion d'une culture populaire participe du désir de retour à la normale²⁴. D'autant que le danger de « voir s'estomper la conscience nationale culturelle et sociale des masses juives » inquiète le milieu juif communiste²⁵. Le volet culturel de la reconstruction doit produire une nouvelle culture juive séculière qui apparaît bien souvent comme une réponse au sionisme. N'est-ce pas en termes de « pionniers du renouveau de la parole yiddish » – la terminologie n'est pas à négliger – que sont perçus les élèves de l'école en yiddish organisée pour les enfants²⁶ ? Faire en sorte que l'usage du yiddish, mode d'expression privilégié de cette culture juive d'immigration, participe à ce retour à la normale n'est pas anodin. Cette réévaluation du yiddish offre une nouvelle voie d'accès aux réalités de la « rue juive » et apporte des réponses aux défis de l'après-guerre.

On notera le profil des rédacteurs²⁷. On les retrouve généralement au sein des trois publications, bien qu'en fonction des aléas de la politique du PCB leur participation soit variable. Issus du *yiddishland*, ils ont tous le yiddish pour langue maternelle et ont été bercés, en Europe centrale et orientale, par cette culture. Acteurs pour la plupart d'entre eux, dès la fin des années 20, d'une gauche forte, diversifiée et hyperactive, ils ont quitté leur pays d'origine durant l'entre-deux-guerres pour des raisons économiques ou politiques, ou afin d'entamer des études supérieures en Belgique²⁸. Militants communistes et cadres à Solidarité juive, à l'instar de Richard (Moniek) Wolman, secrétaire du mouvement, ou de Boris (Ber) Szyster, animateur de la commission culture. Né en 1906 en Pologne, Mo-

²³ « N'oublions pas notre culture! », dans *Unzer Kamf*, 16.12.1944, n° 17, p. 4.

²⁴ 1939-1960. *Vingt ans de Solidarité Juive*, archives « Solidarité Juive », farde 1960, UPJB (Union des Progressistes juifs de Belgique).

²⁵ « Elever le niveau culturel », dans *Solidaritet*, 25.10.1946, n° 21, p. 3.

²⁶ « Anvers », dans *Solidaritet*, 27.7.1946, n° 6, p. 1.

²⁷ Les articles ne sont généralement pas signés ou alors ce sont les initiales ou un pseudonyme (qui ne correspond pas forcément à celui que l'auteur avait dans la Résistance). Nous avons cependant pu identifier pour *Unzer kamf*, une très grande partie des auteurs grâce aux notes manuscrites laissées par Boris Szyster. Ces auteurs sont Boris Szyster, Richard Wolman, Pierre Broder, Jacob Gutfraynd, Marie Finger, Yankiel Buchole, Kerbel, Jochimek, Motl Katzaf, Edgar Herman, Gitlea Sosman.

²⁸ R. Van Doorslaer, *Enfants du ghetto. Les juifs révolutionnaires en Belgique (1925-1940)*, op. cit.

niek Wolman était arrivé en Belgique en 1933²⁹. Responsable de la section juive du Secours rouge international, il avait participé à la création de Solidarité juive en 1939. Actif dans la Résistance sous le pseudonyme de "Richard", il était, dès septembre 1944, secrétaire de la "Sol". Au cours de cette période, il connaît de nombreux déboires avec le PCB, dont il est membre. Ber Szyster, lui, était né à Vilna en 1907³⁰. Arrivé en Belgique en 1929 pour y faire des études à l'Université de Gand, il s'était établi par la suite à Bruxelles où, proche de la mouvance communiste, il avait fini par adhérer au PCB. En 1939, "Boris" est l'un des fondateurs de Solidarité juive et intègre la Résistance sous l'Occupation. Il sera d'ailleurs le rédacteur des numéros clandestins de *Unzer Kamf*. Au lendemain de la Libération, il est l'une des figures actives de Solidarité juive et continue à rédiger de nombreux articles pour la presse yiddishophone (*Unzer Kamf, Solidaritet*) et les pages belges de la *Naïe Presse*, un journal yiddish d'obédience communiste publié à Paris dès 1934. Tous ces hommes ont un passé de résistant : Pierre Broder et Jacob Gutfraynd sont des Partisans armés reconnus³¹. Pinkus Broder, né en Pologne en 1901, était arrivé en Belgique en 1926. Proche du PCB, il avait participé à la création de la "section" carolorégienne de Solidarité juive. Durant l'Occupation, "Pierre" est actif au CDJ et collabore à la rédaction du *Unzer Kamf* clandestin. Après la Libération, il est administrateur à l'AIVG et continue à écrire des articles pour la presse juive communiste. Toutes ces personnalités sont des figures marquantes de la "rue juive", dont l'influence va pour certains bien au-delà des rangs communistes.

Tant *Unzer Kamf* que *Solidaritet* apparaissent aussi comme des journaux d'immigrés juifs d'origine polonaise. De la reconstruction des communautés juives en Pologne à l'actualité politique (opposition au gouvernement polonais "réactionnaire" de Londres et soutien aux forces de la Résistance polonaise) en passant par des évocations sentimentales et lyriques de la Pologne d'avant-guerre, un à deux articles y sont consacrés par numéro³². L'enthousiasme avec lequel sont relatées les émissions en yiddish de la radio de Lublin traduit le besoin qu'ont ces immigrés d'informations en provenance du pays qui les a vus naître, eux ou leurs

²⁹ M. Wolman est décédé en 1999. Voir J.-Ph. Schreiber, *op. cit.*, p. 367.

³⁰ B. Szyster est décédé en 1989. *Ibid.*, p. 332.

³¹ P. Broder est décédé en 1969. *Ibid.*, p. 68.

³² « La vie communautaire juive se reconstruit en Pologne », dans *Unzer Kamf*, 10.2.1944, n° 25, p. 8.

parents. Cette presse s'adresse donc bien aux "masses juives" qui, au lendemain de l'occupation – tout comme dans les années 30 –, qu'elles sortent de clandestinité, reviennent de déportation ou transitent par la Belgique, sont quasi exclusivement composées d'immigrés pour la plupart d'origine polonaise et yiddishophones.

Bulletins qui informent de la situation de détresse de la "rue juive", de ses droits, devoirs et aspirations, *Unzer Kamf*, *Solidaritet*, et par la suite *Lebn un Sholem* participent, suivent et commentent en yiddish une "rue juive" en plein processus de reconstruction. Ces périodiques demeurent le bulletin d'une organisation d'entraide qui n'hésite pas, par le biais de la figure héroïque du partisan armé juif, à faire écho à son passé glorieux³³. À bien des égards, cette presse apparaît comme le bulletin d'une organisation d'anciens résistants qui cristallise les aspirations utopiques d'un milieu en forte demande de reconnaissance. Solidarité juive est une organisation de résistance et en tant que telle, elle tient, au lendemain du conflit, un discours patriotique et national qui, tout en intégrant une note spécifiquement juive, reste un "discours combattant" classique. Les "sacrifices" consentis par de nombreux partisans juifs leur octroient des droits et des devoirs envers la Belgique et la communauté juive³⁴.

La fin d'une presse juive communiste bruxelloise ?

Solidaritet, au regard des commentaires souvent critiques quant aux réussites et échecs des initiatives de Solidarité juive, semble « susciter un grand enthousiasme » et connaître un réel succès³⁵. De nombreux articles vantent la bonne réception du bulletin dans la "rue juive". En plein processus de reconstruction, la presse nourrit cette volonté de retrouver une parole yiddish. À en croire *Solidaritet*, dès le second numéro le tirage double et, après huit numéros seulement, 2.000 exemplaires sont imprimés par édition³⁶. Les lecteurs sont invités à faire connaître la publication et à

³³ Cette thématique est abordée dans 39 articles d'*Unzer Kamf* sur 260, pour *Solidaritet* dans 20 articles sur 187 et dans *Lebn un Sholem* dans 53 sur 412.

³⁴ « Notre lutte n'a pas été vaine. [...] Avec ces témoignages d'abnégation pour la liberté de la Belgique, ils ont donné aux masses populaires juives le droit d'exiger ses droits et sa liberté en Belgique », peut-on lire sous le titre « La population juive a rendu hommage à ses héros tombés », dans *Unzer Kamf*, 4.11.1944, n° 11, p. 2.

³⁵ « Pour les Juifs rescapés », dans *Solidaritet*, 18.8.1945, n° 3, p. 1.

³⁶ *Ibid.* « Assemblée générale des Solidarité juive », dans *Solidaritet*, 7.12.1945, n° 9, p. 4.

la soutenir financièrement³⁷. Les généreux donateurs sont d'ailleurs remerciés nommément en quatrième de couverture. Toutefois, dès avril 1946, les difficultés financières et le manque d'articles inquiètent la rédaction.

Concernant cette presse, la question du financement demeure. Les appels à contributions, les insertions publicitaires, les dons et les collectes dont il est fait état, suffisent-ils à assurer la publication ? Il est certain qu'en raison du rapport privilégié entretenu par le mouvement communiste avec la presse, outil de diffusion de la « bonne parole révolutionnaire », acheter le journal « du Parti est un devoir »³⁸. Dans une certaine mesure et à l'échelle de la "rue juive", cette presse, dans les premières années de l'après-guerre, doit fonctionner comme le *Drapeau rouge* dont elle est, toute proportion gardée, la version juive. Loin du fantasme de "l'or de Moscou", on la découvre portée à bout de bras par une rédaction engagée ; cet acte militant d'identification et de solidarité avec la communauté, la mobilisation d'effectifs humains et les contributions financières assurent la parution d'une presse juive d'obédience communiste³⁹. Le constat établit comment, dans ce milieu militant, les énergies se déploient pour récolter des contributions et semble expliquer en grande partie le financement de journaux dont la réalisation ne devait pas exiger des fonds importants.

À l'été 1946, sans explication, *Solidaritet* cesse de paraître. On peut s'interroger sur le motif de l'arrêt brutal d'une publication de qualité qui semblait jouir d'une certaine audience. D'autant qu'aucun autre titre, à l'exception des pages belges de la *Naïe Presse* (*Presse nouvelle*) et de la tentative avortée en mai 1947 de *Unzer Weg* (*Notre Voie*), ne vient le remplacer et qu'il faut attendre la fin de l'année 1950 pour que soit à nouveau produit à Bruxelles un journal communiste en yiddish émanant de Solidarité juive⁴⁰.

Pourquoi le PCB ne vient-il pas en aide à un organe de presse qui lui était tout dévoué ? En cette année 1946, le PCB, qui se penche à nouveau

³⁷ « Chaîne pour agrandir et enrichir notre bulletin Solidarité », dans *Solidaritet*, 15.9.1945, n° 5, p. 4.

³⁸ N. Naïf, « Quelques bases pour l'étude de la presse du Parti communiste de Belgique en général et du *Drapeau rouge* en particulier », dans J. Gotovitch – A. Morelli (dirs.) *Presse communiste, presse militante (1919-2000). Passé, présent, avenir ?*, Bruxelles, 2007, p. 110.

³⁹ M. Krajzman, *op. cit.*, p. 100.

⁴⁰ Nous n'avons toutefois pas encore dépouillé "les pages belges" de la *Naïe Presse*. *Unzer Weg*, mai 1947, n° 1, CARCOB, CCP/N°/010, dossier V, affaires juives (CCC septembre à octobre 1947).

avec attention depuis quelques mois sur la "question juive" dans ses rangs, décide de la nier et la réduit à des conflits de personnes ou à des attitudes "nationalistes et chauvines". Or, comme nous avons pu le constater, *Solidaritet* se fait aussi l'organe d'une nouvelle culture juive séculière et le réceptacle d'une permanence juive, expression d'une identité forte et assumée par les militants juifs communistes. Au regard d'un PCB, dogmatique et autoritaire, l'exaltation de la *yiddishkayt* n'est pas vue d'un bon œil. Car Solidarité juive n'en est pas à sa seule initiative en la matière.

À travers le bulletin *Solidaritet*, la bibliothèque Sholem Aleichem et sa salle de lecture, le théâtre populaire yiddish, l'actualité artistique, les cycles de conférences (sur l'actualité judiciaire ou des classiques de la littérature yiddish) et même une université populaire, une programmation en yiddish à destination des adultes vise à « élever le niveau culturel » et à générer cette nouvelle culture populaire juive⁴¹. Cet engouement pour la culture juive séculière, sa promotion et sa diffusion accordent au yiddish, à la fois objet et support de cette campagne, un rôle capital. Ce travail éducatif et culturel s'adresse aux enfants et aux adolescents par le biais de l'École complémentaire de yiddish (*Yiddishe tsugab shul*), qui dispense une formation complémentaire juive en yiddish mais ne cherche en rien à suppléer à l'école publique. Tout est mis en œuvre pour faire de ces enfants des citoyens belges, et il s'agit donc de ne pas les couper de leurs camarades non juifs. Au lendemain de la Libération, l'une des priorités est l'organisation par Solidarité juive de cette « *yiddishe shul* » comme elle est communément désignée à l'époque. L'attention qui lui est accordée est loin d'être négligeable. Sa mission, considérée comme un "devoir", est de recréer un tissu familial déstructuré par l'occupation en facilitant la réinsertion des enfants dans un environnement juif. L'enseignement doit résoudre les traumatismes liés à l'occupation et faire face aux séquelles de la clandestinité. Ces classes organisées deux fois par semaine (dimanche et jeudi), doivent permettre à des enfants qui ont été éloignés de leur milieu familial, de réapprendre – et pour certains d'apprendre – la langue de leurs parents⁴². Se pose, dès lors, la question de l'orientation éducative à

⁴¹ « Assemblée générale de Solidarité juive », dans *Solidaritet*, 7.12.1945, n° 9, p. 4.

⁴² L'école complémentaire est animée par des membres de Solidarité juive : E. Rozencwajg (qui en est aussi le directeur), Marie Finger, Hirsh Utjan, Germaine Cygielman et Guta Rozencwajg (cf. « Assemblée générale de Solidarité juive », dans *Solidaritet*, 7.12.1945, n° 9, p. 4).

donner aux enfants. L'établissement doit inculquer un « esprit progressiste et démocratique » aux enfants, développer leurs aptitudes intellectuelles et en faire des « hommes dignes et des Juifs fiers » libérés de tout complexe d'infériorité⁴³. L'aspiration est de voir « grandir une jeunesse juive, saine de corps et d'esprit, dépourvue des déchirements spécifiquement juifs », répondre à la "question juive" en conciliant identité juive et intégration à la société dans laquelle les Juifs résident⁴⁴. L'objectif pédagogique est d'entretenir un « sentiment national (juif) » tout en renonçant à promouvoir l'émigration des enfants en Palestine mandataire ou à opter pour une politique assimilationniste qui évacuerait toute dimension identitaire⁴⁵.

L'école semble donner bien des satisfactions à Solidarité juive⁴⁶. L'enthousiasme avec lequel sont relatées les fêtes enfantines de Solidarité juive, où les élèves de la « *yiddishe shul* » font revivre en yiddish le folklore, montre combien l'emploi de cette langue relève d'un besoin bien réel. Malgré la concurrence – on compte au lendemain de la Libération quatre écoles de ce type à Bruxelles – et une relative désorganisation due au manque de moyens, l'école est fréquentée par près de cent élèves âgés de 7 à 16 ans à la fin de l'année 1945⁴⁷. Elle voit son nombre d'élèves en augmentation quelques mois plus tard et compte alors cinq classes⁴⁸. Lorsque *Solidaritet* tire le bilan de la troisième année, elle se félicite à nouveau du succès de ces classes et accueille avec enthousiasme le déménagement de Solidarité juive de Schaerbeek à Saint-Gilles. Les nouveaux locaux permettront d'améliorer les conditions d'accueil d'élèves dont le nombre est en constante augmentation⁴⁹. Le journal voit dans ces « adolescents ou ces jeunes issus des masses juives [qui] s'intéressent à l'écriture

⁴³ « Rapport de l'activité de Solidarité juive pour 1944 et 1945 », dans *Solidaritet*, 7.12.1945, n° 9, p. 1 (traduit du yiddish par Boris Szyster).

⁴⁴ « Note adressée par la section école au comité de la *Sol* (16.3.1947) », archives de Solidarité Juive, farde 1947, UPJB.

⁴⁵ « Occupons-nous de nos enfants », dans *Unzer Kamf*, 18.11.1944, n° 13, p. 3.

⁴⁶ « Pour les Juifs rescapés », dans *Solidaritet*, 18.8.1945, n° 3, p. 1.

⁴⁷ « Assemblée générale de Solidarité juive », dans *Solidaritet*, 7.12.1945, n° 9, p. 4.

⁴⁸ L'article ne précise toutefois ni la proportion de cette augmentation ni le nombre d'élèves par classe (cf. « Activités de Sol au cours du premier trimestre 1946 », dans *Solidaritet*, 15.4.1945, n° 13, p. 3). De manière générale, le recoupement des informations à propos de l'école complémentaire dans les différents articles ne permet pas saisir des chiffres exacts, mais la tendance générale est bien celle d'une réussite.

⁴⁹ « La troisième année de l'école », dans *Solidaritet*, 4.10.1945, n° 20, p. 2.

du yiddish, à la langue et à la littérature » un maillon essentiel de la reconstruction⁵⁰.

Une presse juive communiste sous contrôle : *Lebn un Sholem*

Avec *Lebn un Sholem*, la parution d'un journal communiste en yiddish reprend, en décembre 1950. Deux fois par mois, pendant près de trois ans, ce « journal populaire juif de Belgique », comme le mentionne le sous-titre, est un nouveau périodique de Solidarité juive. Tant la liste des collaborateurs du journal que le suivi de l'actualité de l'organisation nous le confirment. En pleine Guerre froide, engagées sur la voie de la « théorie des deux mondes inconciliables », les 6 à 4 pages de *Lebn un Sholem*, publication prosoviétique et anti-américaine, suivent de très près une actualité brûlante pour les Juifs communistes. Dans *Lebn un Sholem*, sur près de 412 articles, 75 sont consacrés à la reconstruction, 62 à la lutte pour la paix, 53 à la résistance, 40 au sionisme et à Israël, 38 au contexte sociopolitique belge et 38 également à l'URSS et aux républiques populaires. Les affaires Rosenberg et Slansky, ainsi que le réarmement de l'Allemagne, qui suscitent énormément d'inquiétude et de révolte dans les colonnes du journal, sont également suivis de près⁵¹. Avec un PCB qui a entamé sa décrue électorale, *Lebn un Sholem* retrouve les thématiques et le ton engagé et militant d'*Unzer Kamf*. Rattrapée par le contexte international, cette nouvelle publication se fait porteuse d'une thématique nouvelle, absente des deux autres périodiques, « la lutte pour la paix ». Alors que le sionisme et Israël n'occupaient qu'une place mineure dans *Unzer Kamf* (3 articles sur 260) et *Solidaritet* (7 sur 187), il est parmi les principales préoccupations de *Lebn un Sholem*.

Mais cette différence de contenu n'est pas la plus significative. Une comparaison plus poussée de *Lebn un Sholem*, d'une part et *Unzer Kamf* et *Solidaritet*, d'autre part, fait apparaître des éléments qui viennent appuyer la thèse d'un "recadrage" de la communication à destination de la

⁵⁰ « La Solidarité juive au seuil du prochain hiver », dans *Solidaritet*, 26.10.1945, n° 7, p. 1.

⁵¹ Julius et Ethel Rosenberg sont un couple de Juifs new-yorkais communistes arrêté en juillet 1950 par le FBI et accusé en plein macarthisme d'avoir espionné au profit de l'URSS. Jugés coupables, ils sont exécutés en juin 1953. Rudolf Slansky (1901-1952), un militant communiste, homme politique et secrétaire général du Parti communiste tchécoslovaque après la Seconde Guerre mondiale. En novembre 1951, Slansky est arrêté et accusé de conspiration avec les puissances occidentales en vue de renverser le socialisme. Il est exécuté suite aux procès de Prague.

“rue juive”, ou, à tout le moins, d’une distanciation progressive de l’exaltation de la judéité qui caractérisait les premières publications. D’abord, et ce n’est évidemment pas anodin, plusieurs numéros comportent des articles en français. Ensuite, on constate une absence d’articles spécifiquement consacrés à la *yiddishkayt* comme on pouvait en trouver dans *Unzer Kamf* et *Solidaritet*. Ce n’est certainement pas sans lien avec la reprise en main par le PCB de “ses” militants juifs et donc de la ligne éditoriale de leurs publications. En ce début des années 50, *Lebn un Sholem*, dont le propos continue à s’adresser à la “rue juive” se fait l’organe de presse de ce recadrage. À l’heure où le PCB prend des décisions fortes à l’encontre d’une “rue juive” communiste déjà bien marginale, force est de constater que cette presse, paradoxalement, est encore et toujours en yiddish. Ne se trouve-t-on pas dans un “jeu de dupes” qui permet de faire entendre une exception ? Mais en est-ce vraiment une ? Ne s’agit-il pas d’une attitude pragmatique du PCB, lui qui organise ses sections étrangères sur base du critère linguistique depuis l’entre-deux-guerres ? Car le PCB n’intervient pas tant sur l’usage de la langue que sur la ligne éditoriale et, lorsque la parution de *Lebn un Sholem* s’arrête, au-delà du contentieux judéo-communiste, il s’agit davantage d’un phénomène global qui touche l’ensemble de la presse yiddish en Belgique dans la seconde moitié des années 50⁵².

Pour des journaux qui émanent d’une organisation si étroitement liée au PCB, la question de l’autonomie rédactionnelle n’est pas à négliger. Que la référence soit explicite ou pas, ces publications sont clairement celles de Solidarité juive, un outil de communication du mouvement et donc du Parti, puisqu’elle en est la “section juive”⁵³. Bien que les archives que nous avons consultées ne nous informent en rien sur d’éventuelles directives venues du PCB ou de possibles soutiens financiers, le lien avec le PCB, s’il n’est plus explicite après la fin novembre 1944, s’exprime à travers les choix éditoriaux et le propos des rédacteurs.

La presse communiste juive n’est, dès lors, bien évidemment pas épargnée par les tensions qui surgissent, dès 1945, entre le PCB et “ses” militants juifs. L’existence perturbée d’une presse juive communiste à Bruxelles est à mettre en relation avec les rapports complexes

⁵² M. Krajzman, *ibid.*, p. 27.

⁵³ « Au sujet de l’activité et des publications de Solidarité », dans *Unzer Kamf*, 16.12.1944, n° 17, p. 5.

qu'entretennent le PCB et les Juifs communistes et des enjeux de part et d'autre. L'arrêt brutal de *Solidaritet* ou le contrôle rédactionnel de *Lebn un Sholem* en attestent. Alors que le PCB a clairement opté pour la négation de la "question juive" en son sein et pour l'assimilation forcée de ses militants juifs, l'existence même de cette presse en yiddish questionne. Depuis 1946, toutes les décisions prises par le PCB à l'égard des Juifs communistes vont dans le sens d'une progressive assimilation. Des condamnations de l'automne 1947 aux départs pour la Pologne et le transfert des cadres juifs dans la rue belge, tout est mis en œuvre pour intégrer ou évincer ceux de ses militants qui revendiqueraient leur judéité. À travers cette "section juive" en demande d'une relative "autonomie" et porteuse de revendications identitaires, le PCB ne perçoit qu'une volonté de se soustraire à son contrôle⁵⁴. Dès lors, entre fantasme et paranoïa, nécessités et stratégies, c'est une société communiste refermée sur elle-même qui décide de régler sa "question juive".

Dans l'assaut que le PCB mène à l'automne 1947 contre ce qu'il estime être des militants un peu trop turbulents, il instrumentalise cette presse. Lorsque Richard Wolman, Jacob Gutfraynd et Boris Szyster sont mis en cause pour leur comportement, ils sont également taxés de gestion douteuse voire d'irrégularités financières dans le traitement des "pages belges" de la *Naïe Presse* de Paris. L'existence de ces "pages belges" dans la *Naïe Presse*, dont les rédacteurs sont bruxellois, interroge. Il semble qu'en l'absence d'un journal yiddishophone communiste à Bruxelles, la *Naïe Presse*, jusqu'à la veille de 1951, offrait une continuité (modeste toutefois puisque la "page belge" n'était généralement qu'un article).

La mise à l'écart de Jacob Gutfraynd et Boris Szyster des colonnes de *Lebn un Sholem* est révélatrice d'une politique rédactionnelle reprise en main par le PCB. Alors qu'ils avaient animé les publications précédentes, ils signent chacun moins de dix articles sur les trois années. Dans le choix d'Hertz Jospa, Pierre Broder, Marie Finger et Leyb Joffe comme principaux rédacteurs de *Lebn un Sholem*, la stratégie d'intégration à la "rue belge" mise en place par le PCB trouve un nouveau bras armé⁵⁵. Ce choix

⁵⁴ CARCOB, CCP/N°/010, dossier V, « Rapport sur les camarades Albin, Boris et Richard (8.10.1947) », dossier juif : affaires juives (CCC septembre à octobre 1947).

⁵⁵ Hertz Jospa (1905-1966), originaire de Bessarabie. Acquis à la lutte des classes ouvrières et au marxisme, il arrive en Belgique pour étudier au début des années 20. Il adhère au PCB. Il est l'un des initiateurs du CDJ, dans lequel il joue un rôle de premier ordre jusqu'à son arrestation en juin 1943.

n'est pas innocent, tous les quatre sont des militants communistes convaincus. Hertz Jospa, alors membre de la Commission de contrôle du Parti, n'a-t-il pas été nommé responsable national du travail juif et secrétaire politique de la section des militants du PCB de langue yiddish, dès le printemps 1945, afin d'assurer en milieu juif un travail plus efficace et plus conforme à la ligne du Parti ? *Lebn un Sholem* n'est plus seulement un journal d'information communautaire engagé mais bien un organe de propagande communiste en yiddish étroitement contrôlé par le PCB.

Les tensions liées à l'affirmation d'une identité juive trop appuyée au regard des objectifs du PCB ont également des conséquences sur la *yiddishe shul*. Dès sa mise en place, à en croire les remarques de son directeur à la direction de Solidarité juive, la *yiddishe shul* doit faire face à l'assaut de ceux qui, au sein de l'organisation, dénoncent un enseignement trop attaché à la culture juive traditionnelle⁵⁶. Ce n'est pas tant l'existence des cours en yiddish, dont l'utilité sociale est reconnue, qui est en cause que le programme et sa dimension juive. En cette fin d'année 1945, alors que le souhait de « casser les redoutables tendances des copains juifs à se replier sur eux-mêmes » est clairement formulé, les relais du parti sont attentifs à l'orientation pédagogique de l'école⁵⁷. Or, l'affirmation d'une spécificité juive, évidence objective dont le PCB n'a que faire, apparaît non comme l'expression d'un repli identitaire mais bien comme la volonté de préserver et de transmettre une expérience historique et culturelle singulière. L'organisation des fêtes enfantines à l'occasion de *Hanoukka* et de *Pourim* ne manifeste aucun souhait de transmettre une mémoire à connotation religieuse. Dans la lecture particulière de l'histoire juive qui est faite, on associe les récits bibliques à la mémoire d'un vécu juif récent "assumable" pour des militants ou sympathisants juifs communistes (continuité entre la révolte des Maccabées et celle des partisans juifs, filiation entre les projets destructeurs d'Aman et ceux d'Hitler...). Comme le résume si explicitement Pierre Broder : « [Nous restons] attachés à notre identité non par

C'est l'une des grandes figures juives bruxelloises de l'après-guerre. Jusqu'à son décès en 1966, il occupe plusieurs postes à responsabilités dans les instances du PCB et est l'instigateur, avec son épouse Yvonne, du Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et la Xénophobie (MRAX). Voir e.a. J.-Ph. Schreiber, *Dictionnaire biographique des Juifs de Belgique*, Bruxelles, 2002, pp. 181-183.

⁵⁶ Courrier adressé à Richard Wolman par E. Rozencwajg le 17.12.1945, archives personnelles de Guta Rozencwajg.

⁵⁷ CARCOB, dossier V, CCP/N°/010, « Note de J. Tervfe à B. Berger, 6.6.1945 », dossier juif : affaires juives (CCC septembre à octobre 1947).

entêtement ni par habitude, [mais parce qu'elle donne] le sens de notre existence et peut-être la force de supporter et de surmonter toutes les difficultés. Notre culture est le pont qui, au travers du présent, relie notre passé avec le futur »⁵⁸. Puisqu'aux yeux de Solidarité juive, l'école répond néanmoins à une nécessité, elle la maintient en activité jusqu'à la fin de l'année 1951, le décès d'Ely Rozencwajg, qui portait le projet, semblant venir mettre un terme à l'expérience⁵⁹.

À travers le cas Ely Rozencwajg ou l'analyse des profils des rédacteurs d'*Unzer Kamf* à *Lebn un Sholem*, cet engouement pour le yiddish apparaît clairement comme un fait générationnel. Ces projets (presse, école complémentaire, programmation culturelle) sont portés par la génération d'avant guerre issue du *yiddishland*. Alors qu'il était la langue de Solidarité juive, celle de sa presse et de ses meetings, dans le courant des années 50, avec le processus d'acculturation et d'adaptation de la population juive à la société globale, le yiddish n'est plus la langue de cette "rue juive" qui disparaît également. Dans un souci de normalité et d'ascension sociale, l'intégration linguistique devient un idéal pour la génération d'après-guerre⁶⁰. Cette langue d'immigrés dont l'acculturation, forcée ou non, exige l'abandon, tend à se replier sur la sphère privée. Elle devient dans beaucoup de foyers, cette "langue du secret" qu'on parle à table pour que les enfants ne comprennent pas.

« Ce que parler veut dire »⁶¹

L'étude de ces deux exemples, la presse et l'école de yiddish, montrent combien cette langue, au lendemain de la guerre, demeure une réalité de la "rue juive" à Bruxelles. Partie intégrante de la mémoire collective des Juifs communistes, le destin de cette presse, étroitement lié aux politiques du PCB dans la "rue juive", nous a fourni une information dense sur l'actualité et les enjeux de l'immédiat après-guerre pour les Juifs communistes. En termes de discours, elle est le reflet explicite ou non, de

⁵⁸ « Comment peut-on et doit-on résoudre la question juive ? », dans *Unzer Kamf*, n° 20, 6.1.1945, p. 2 (traduit du yiddish par Jo Szyster).

⁵⁹ Les archives de Solidarité juive que nous avons consultées ne font plus mention de l'école après 1949. On trouve cependant un appel à inscription dans *Lebn un Sholem* de septembre 1951 (« Communiqué », dans *Lebn un Sholem*, 1.10.1951, n° 12, p. 4).

⁶⁰ J. Baumgarten, *Le yiddish. Histoire d'une langue errante*, Paris, 2002, p. 191.

⁶¹ P. Bourdieu, *Ce que parler veut dire. L'économie des échanges linguistiques*, Paris, 1982.

l'idéologie – exprimée en yiddish – de ce mouvement de masse. Au sortir de la guerre, l'emploi du yiddish n'est pas seulement une nécessité sociale, il est au cœur de la réflexion des Juifs communistes sur leur identité. Puisque « l'attachement à la judéité est indissociable de la langue », à côté de l'engagement politique, la redécouverte de la richesse d'une culture et de sa langue est l'une des réponses apportées par les Juifs communistes⁶².

De la mémoire de la Résistance à l'avenir de l'enfance juive en passant par le mythe soviétique, un discours en yiddish produit un certain nombre de paradigmes constitutifs de l'identité juive communiste à Bruxelles qui font de cette langue un élément identitaire central. En raison de l'attitude du PCB face aux tiraillements identitaires auxquels les Juifs communistes sont confrontés, le yiddish, à travers un mécanisme de substitution, devient progressivement une des rares références de leur vécu juif qui puisse être assumé et transmis sans trop de contradictions. L'emploi du yiddish relève d'une spécificité et d'une évidence qui ne se pose pas, elle s'impose. Simplement, comme le constate Alfred Grant : « comment ne pas se sentir juif quand c'est en yiddish que l'on écrit »⁶³ ?

Probablement en raison du choix appuyé de l'intégration et à la suite de la *Shoah*, la nécessité de transmission est fortement ressentie en milieu juif et les Juifs communistes n'y échappent pas. Ils confirment par là que l'héritage culturel et historique est un facteur de différenciation qui n'est pas uniquement formel. Cette situation conflictuelle est génératrice d'une synthèse pragmatique. Face à la politique du PCB dans la "rue juive", l'expression de leur *yiddishkayt* à travers l'attachement au yiddish et à son emploi ne relève-t-elle pas d'une stratégie de résistance voire de compensation de la part de militants soumis à de fortes pressions d'intégration et dès lors prêts à accepter d'autres contraintes ? Le yiddish apparaît, au même titre que la Résistance, comme l'un de ces quelques espaces négociés avec le PCB pour assumer, tant que faire se peut, leur judéité.

⁶² « La troisième année de l'école », dans *Solidarité*, 4.10.1945, n° 20, p. 2.

⁶³ A. Wieviorka, *Ils étaient juifs, résistants et communistes*, Paris, 1986, p. 330. Alfred Grant est en Résistance le nom de Simon Cukier, qui était actif à la Main-d'œuvre immigrée (MOI) dès avant la guerre.

די רעזיסטאנץ-קריכעס לאזן זיך נישט אנטרוואפנען.

פיר און א האלב יאר איז בעלגיע געווען אונטערדריקט דורך דעם באזי-אקראפט.
 פון קליינע ווידערשטאנדס-גרויפן פון אטאטאז-אקטן איז אריסגעוואקסן א סעכטיקער
 קרייז, וואס האט געפירט א מאדעסטערן קאמף קעגן בלוטשן סוויט.
 די מארטיאנער און אנדערע באוואוסטע ארגאניזאציעס האבן באקעמפט די אטאטאז-
 טיטע שטערקען פון א סייט "מאריאטן", וועלכע האבן געהאלטן, אז ס'איז א שטארק-
 זיסע בלוט צו מארגיטן, די טעכטיקע אלייטע וועלן ארבעטן פאר א שטארק-
 די רעזיסטאנץ-קריכעס, און אין דער טרעסער זיי דער אומאפהענגיקייטס-מאכט,
 האבן באוויזן אין סאט, אז דורכפירן דעם נאציאנאלן אויסשטאנד און מארטיאנער דעם
 קראפט איז נישט געווען קיין פוסטער סלאגאן.
 די אנטרעכטונג, וועלכע ס'האבן אויסגעדרוקט סאר די איבערלעבע ווידערשטאנדס-
 קריכעס די מארטיאנער אייגענמאכער און מאכטאמערדי באווייזט, וואס אסאך וויכטיקע
 דאל זיי האבן געשפילט אין דעם באמרייאונגס-קאמף פון בעלגיע.
 פיר האבן זיך שוין גוט איבערגעלייבט וועגן דער "מאריאטקייט" פון די מארטיאנער
 הערן פון דער רעאקציע - וואסמארגיט אסאנעקן פאר אלע העלדנשאפט און אחייטשקייט.
 ס'איז דעריבער נישט קיין ווונדער וואס דער טיגסטער-דעקערע צו אנטוואפנען
 די רעזיסטאנץ-ארגאניזאציעס האט אויסגעוויסן א בואלדירן ווידערשטאנד ביי די דא-
 זייט. עס איז דאן קלאר פאר אלעס, אז דער קריג איז נאך נישט געענדיקט.
 בעלגיע איז באמרייאט אבער דער וו.1. מליט איבער אונזערע קעס'אן זיינע טאגס
 זענען נישט צו גרינגעווען. די 5-טע קאלאנע נישט אויס די סטודענטן און אומצו-
 מירנדיקייט פון דער באפעלקערונג, וועלכע ווערט מארגענט פון אלעמען איי-ניי-
 אסאל פער אויף דעם קאפ. די ווייניקע, וועלכע זיינען זיך ארום טראגן און פריי-
 פער ווי א קאריקאטור, די ברויטע "קארפן קעס" זיינען זיך ארום טראגן און פריי-
 אומגעשטערט. צענדליקער זענען מארטיאנער געווארן צום שוים אבער בלויז 2 מארטיאנער
 זענען דערשטאן געווארן. סאר די איבעריקע לאזט מען מיטמאכט די האנטונג זיך צו
 דערווארטן אויף אן אפמאכטע...
 די אלע, וועלכע האבן געקעמפט סאר א פריי און דעמאקראטיש בעלגיע האלטן, אז
 זיינען מיטע איז נאך ווייט נישט געענדיקט. דער אומאפהענגיקייטס-מאכט און אנטערע
 ווידערשטאנדס-גרויפן האבן געהאט פאר אן אויסגאבע נישט בלויז צו מארטיאנער, דעם אקו-
 מאנט נאר אויך דערהאלטן די דעראבערע מיינדיקייט.
 קעגן די באוואוסטע באנדעס פון דער 5-טער קאלאנע זאגן מען קעמפן מיט געווער
 אין האנט. אנטוואפנען די רעזיסטאנץ היינט פאראן די אינטערנען פון סאלק.
 די רעאקציאנער און מיטארגעטער פון קראפט, וועלכע האבן צוגעהאלטן אדער אז
 געפירט מיט די מאסיטעס ארגאניזאציעס נאך סארן קריג ווילן דאס אויך ווייטער
 מארעצן.
 עס קומט קלאר וואס אסאל פער צום אויסדרוק דער ווילן פון סאלק אויסצורייניק
 דאס לאנד פון דער ברויכער ארעסטעווער מעסט. יעדע דעגרידונג, וועלכע וועט זיך
 ארויסווייזן שוואך קעגנאייבער די איבערלעבע סאכאס און וועלכע וועט נישט אין אסאך
 נעמען די מאריאטן פון די פרייהייטס-קעמפער וועט ווערן באקעמפט, וועט ווערן
 אומאפהענגיק און וועט פארן אלען.
 די באוואוסטע פון דער רעזיסטאנץ איז נישט קיין אוראנטורע, נישט צו סאפן
 קיין אומאנדונג אין לאנד, מארקערס, זי האט דעם ברעסטן אינטערעס צו ארבעטן אי
 לעגאלע דאמען; אבער צום גרעסטן און ווילדזיגן פון דער באפעלקערונג.
 די רעזיסטאנץ וויל ווערן איינגעלייגט אין דער בעלגיער ארמיי, זאגנאדאס
 און פאליציי; מארגענט צו באזייטיקן אלע אומגעווינסטע עלעמענטן. דער קאמפלי

Pierre Broder © UPJB

Marie Finger-Cygielman © UPJB

Ghert Jospa © UPJB

"Boris" Szyster © UPJB

Jacob Gutfraynd "Albin" © UPJB

"Richard" "Moniek" Wolman © UPJB